

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics):

1. Le gouvernement a commencé à dresser des plans en vue d'agrandir l'immeuble fédéral le 11 août 1967. Il a pensé qu'il faudrait peut-être bâtir un rajout plus tard; et il a donc fait l'acquisition de terrains vacants à cette fin le 1^{er} février 1963, à un coût total de \$17,202.56, pour les terrains, l'arpentage et les frais d'avocat.

2. On a abandonné les plans d'agrandissement le 28 janvier 1969. Le coût total était de \$21,202.56, y compris un montant estimatif de \$4,000 pour l'établissement des plans et des devis par les employés du ministère.

LES PROGRAMMES ADAC, LA DE HAVILLAND AIRCRAFT ET LES FONDS FOURNIS PAR LE GOUVERNEMENT**Question n° 115—M. Skoberg:**

Pendant chacune des années financières 1967-1968, 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 (prévisions), combien le gouvernement du Canada a-t-il remis à la *DeHavilland Aircraft of Canada Limited* en rapport avec les programmes ADAC (avions à décollage et atterrissage court)?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Le ministère de l'Industrie et du Commerce a consenti les sommes ci-après dans le cadre du programme DIP (Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense):

| Année | Montant |
|------------------------|------------|
| 1967/1968 | \$ 556,073 |
| 1968/1969 | 1,699,917 |
| 1969/1970 | 2,434,323 |
| 1970/1971 (estimation) | 1,819,480 |

En vertu du programme de recherches industrielles pour la défense, le ministère de la Défense nationale a, pour sa part, versé à la *DeHavilland Aircraft of Canada* les sommes suivantes pour l'aider dans ses recherches portant sur un avion ADAC:

| | |
|------------------------|-----------|
| 1967/1968 | \$125,960 |
| 1968/1969 | 15,943 |
| 1969/1970 | 31,167 |
| 1970/1971 (estimation) | 100,000 |

LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS CANADIENS EN AFRIQUE DU SUD ET AU NAMIB**Question n° 176—M. Rowland:**

1. Quelle a été la valeur totale des investissements faits par des Canadiens, sous forme de prêts et d'actions a) en Afrique du Sud, b) au Namib pour chacune des années de 1963 à 1969 inclusivement?

2. Quel est, pour 1970, le total extrapolé dans chaque pays?

M. Bruce Howard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Selon le Bureau fédéral de la statistique: 1. La valeur comptable totale des investissements directs faits par des Canadiens en République sud-africaine et au Namib à la fin de chaque année de 1963 à 1969 est indiquée ci-après:

| Années terminées le 31 décembre, 1963-1969 | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|
| 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
| (millions de dollars) | | | | | | |
| 29 | 30 | 32 | 36 | 47 | 55 | 70 |

[M. Coates.]

Les investissements au Namib sont compris dans les totaux relatifs à la République sud-africaine. La part du Namib dans les 70 millions de dollars indiqués ci-dessus pour l'année 1969 était de près de deux millions à la fin de l'année. Vu que les sommes investies dans ce territoire avant 1969 étaient placées dans une seule société, les dispositions de la loi sur la statistique relatives au secret nous interdisent de répartir les chiffres pour 1968 et les années précédentes.

2. Ces renseignements ne sont pas disponibles.

LES PUBLICATIONS CONCERNANT LA QUALITÉ DES DROGUES**Question n° 709—M. Rynard:**

1. Combien de publications ont donné des listes de produits pharmaceutiques indiquant les critères de qualité depuis les débuts de la publication mensuelle du bulletin «Rx» de renseignements sur les drogues?

2. Combien de médecins, de dentistes, de pharmacies, d'hôpitaux et ainsi de suite reçoivent le bulletin «Rx» de renseignements sur les drogues?

3. Combien coûtent l'impression et la publication du bulletin «Rx» de renseignements sur les drogues?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): 1. Une, dans un article sur Parcost, le régime de l'Ontario relatif aux drogues.

2. 44,000 anglais et 12,000 français.

3. Le budget principal des dépenses de la Direction générale des aliments et drogues pour 1970-1971 affecte \$208,000 aux salaires et aux frais d'impression.

LE RADAR DE SURVEILLANCE ET LA CIRCULATION MARITIME**Question n° 738—M. Robinson:**

1. Combien existe-t-il de réseaux de radar de surveillance au Canada pour la circulation maritime et combien de réseaux supplémentaires sont prévus à l'heure actuelle?

2. Où est situé chaque réseau de radar pour surveillance maritime?

M. Gérard Duquet (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): 1. a) Quatre. b) Deux.

2. Halifax, Montréal, Toronto, Vancouver. Prévus: Québec, Baie Chédabouctou.

LES REPRÉSENTANTS CANADIENS À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE BLÉ**Question n° 773—M. Southam:**

1. a) Quels sont les noms des représentants canadiens siégeant à l'heure actuelle à la Conférence de Genève au sujet des propositions voulant réviser et renouveler les arrangements internationaux concernant le grain, b) qui sont les conseillers canadiens des représentants du Canada à cette Conférence?

2. Le Canada enverra-t-il des représentants du Conseil des ministres à cette Conférence comme il l'avait fait pour la conférence qui avait eu lieu à Genève au printemps de 1967, et dans la négative, pour quelles raisons?

3. Le ministre responsable de la Commission canadienne du blé précisera-t-il la position du Canada en ce qui a trait à cette Conférence de Genève et, si oui, quand?

M. Bruce Howard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): 1. Un certain nombre de hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral, d'autres organismes ont été nommés membres de la délégation canadienne à la Conférence internationale